

Relations sino-allemandes : de la complémentarité commerciale à la rivalité systémique



© DR

Par **Esther Goreichy**

Visiting fellow pour le Mercator Institute for China Studies (MERICS)

Si elle est aujourd’hui la troisième puissance économique mondiale derrière les États-Unis et la Chine, l’Allemagne a enregistré en 2024 sa deuxième année consécutive de récession. Son modèle économique, historiquement fondé sur les exportations (43 % de son PIB en 2023 contre 34 % pour la France) et une industrie dense (27 % des emplois en 2023 contre 19 % en France), se retrouve fragilisé par ces mêmes fondements¹.

L’Allemagne a longtemps tiré profit d’une relation économique étroite avec la Chine. Pendant près de deux décennies, la relation entre les deux pays a reposé sur une forte synergie : les exportations allemandes de machines-outils, produits chimiques et véhicules ont accompagné l’industrialisation chinoise. L’Allemagne est ainsi devenue le principal bénéficiaire européen de la croissance chinoise, tandis que la Chine était le premier partenaire commercial de l’Allemagne (devancée de peu par les États-Unis en 2024). Les investissements directs allemands en Chine ont également fortement progressé, triplant en dix ans pour atteindre près de 90 milliards d’euros en 2020². Cette dynamique a

renforcé la compétitivité des entreprises allemandes sur la scène internationale, face à leurs concurrents européens, japonais ou américains.

La perte de compétitivité vis-à-vis de la Chine touche le cœur du capitalisme allemand

Cette relation « gagnant-gagnant » a pris fin à la fin des années 2010, à mesure que la Chine atteignait la frontière technologique dans un nombre croissant de secteurs. En transitionnant vers un modèle de croissance centré sur les nouvelles technologies, Pékin est entré en concurrence directe avec les industries allemandes³. Ainsi par exemple, la stratégie « Made in China 2025 » annoncée par Xi Jinping en 2015 pour moderniser dix filières

industrielles clés a été comparée au programme « Industrie 4.0 » introduit par le gouvernement allemand deux ans auparavant pour soutenir ces mêmes secteurs⁴.

Ce repositionnement chinois s’accompagne d’un ralentissement économique⁵. Les groupes allemands sont confrontés à une diminution de leurs exportations vers la Chine, en raison d’une décélération de la demande chinoise. Par ailleurs, la politique de surcapacités de Pékin alimente une guerre des prix sur son marché national qui pousse les entreprises chinoises à accroître leurs ventes à l’international, concurrençant les groupes occidentaux établis. À cela s’ajoute l’évolution du contexte géopolitique. Les



© iStock

tensions sino-américaines pourraient contraindre les entreprises à découpler leurs chaînes de production occidentales et chinoises, entraînant des coûts supplémentaires. Le soutien de Pékin à la Russie, les tensions autour de Taïwan et les différends en mer de Chine méridionale devraient aussi les inciter à intégrer des considérations sécuritaires dans une relation jusqu'ici strictement commerciale.

Gouvernement et entreprises peinent à prendre la mesure de ce changement de paradigme

La réorientation de la politique allemande à l'égard de la Chine a été progressive, et reste marquée par de nombreux dissensus internes. Après deux décennies de renforcement des liens entre les deux pays sous les mandats de Gerhard Schröder puis d'Angela Merkel, la dernière

coalition SPD-Verts-FDP a initié un infléchissement de sa politique. La stratégie Chine publiée en 2023 acte l'émergence d'une «rivalité systémique». Toutefois, les divergences entre les Verts, à l'initiative du durcissement de la politique allemande, et le Chancelier Scholz, peu convaincu par les politiques de *derisking*⁶, ont souvent mené l'Allemagne vers l'inertie, perceptible à l'échelle européenne.

La politique du nouveau gouvernement de Friedrich Merz reste à formaliser, mais le contrat de coalition reconnaît qu'il existe désormais des «éléments de rivalité systémique» avec la Chine. Il annonce la création d'une commission au Bundestag chargée de publier un rapport annuel sur les risques et dépendances à la Chine et de formuler des recommandations.

Du côté des entreprises, la prise de conscience reste limitée. Marqués par une vision passiste de leurs relations avec la Chine, les grands groupes freinent les initiatives du gouvernement.

Loin de réduire leur exposition, nombre d'entre eux choisissent de s'implanter plus profondément dans l'économie chinoise⁷ - y compris dans la R&D - pour se prémunir contre les chocs politiques externes et bénéficier de la prochaine vague de mondialisation chinoise. Certaines entreprises du *Mittelstand*, affirment vouloir se détourner de la Chine lorsqu'elles en ont la possibilité en augmentant leurs investissements vers la Malaisie, la Thaïlande ou l'Inde par exemple mais peinent à mettre en pratique ces politiques.

Les approches varient toutefois selon les secteurs. Comme le souligne une étude récente de MERICS⁸, les constructeurs automobiles (Volkswagen, BMW, Mercedes-Benz) ont opté pour le renforcement de leur engagement en Chine, notamment dans l'électromobilité. De même le géant de la chimie BASF poursuit son expansion malgré les risques. À l'inverse, les secteurs

financiers et technologiques ou des groupes comme Siemens ou Zeiss optent pour un «renforcement ciblé», cherchant un équilibre entre opportunités commerciales et impératifs de sécurité. La dépendance aux matières premières chinoises constitue un facteur de vulnérabilité supplémentaire. Une étude récente estime ainsi que l'Allemagne dépend de la Chine pour neuf des seize métaux critiques, sans alternative identifiée pour quatre d'entre eux⁹.

La collision entre les modèles de croissance chinois et allemand s'accentue. Si les politiques allemandes ont jusqu'à présent toujours privilégié le soutien aux mesures de diversification européennes (via des accords de libre-échange par exemple), le pays devra repenser ses politiques industrielles, d'innovation et commerciales, afin de préserver la compétitivité et la résilience du pays. Dans un contexte d'instabilité accentué notamment par le retour de Donald Trump au pouvoir, l'Allemagne comme l'Union européenne doivent veiller à ne pas se laisser détourner de la mise en place d'une politique assertive vis-à-vis de la Chine, en poursuivant la voie engagée par la Commission avec la publication de son paquet de sécurité économique. Le maintien de normes environnementales et de protection des données élevées constitue également un bon rempart contre la concurrence déloyale extra-européenne. Une meilleure coordination franco-allemande, telle qu'annoncée en

mai lors de la première visite du Chancelier Merz à Paris puis matérialisée lors du Conseil des ministres franco-allemands de fin août avec la création d'une task force pour parvenir à un diagnostic partagé sur les relations entre la Chine et l'Europe, pourrait marquer une première étape vers une approche commune.¹⁰

¹Données de la Banque mondiale

²Fondation Bertelsmann, IW, MERICS, BDI (2023) « Profits of German investors in China – an empirical survey » (source : https://www.bertelsmann-stiftung.de/fileadmin/files/BSt/Publikationen/GrauePublikationen/Studie_EZ_FDI_Profits_of_German_investors_EN_2023.pdf)

³Zenglein M. J., Huotari M. (2025) "Caught in transition: Germany's dilemma over strategic recalibration with China", MERICS with support from the Hinrich Foundation (source : <https://merics.org/en/report/germanys-dilemma-over-strategic-recalibration-china>)

⁴García-Herrero, A., Schindowski R. (2024) 'Unpacking China's industrial policy and its implications for Europe', Working Paper 11/2024, Bruegel (source : <https://www.bruegel.org/working-paper/unpacking-chinas-industrial-policy-and-its-implications-europe>)

⁵Bertrand L., Carré T., Kanda Tunda P., Villani E. (2024) « Quel risque de "japonisation" de l'économie chinoise ? », Trésor-Eco n° 352. (source : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/e44534c1-d977-47b7-92ee-77d12d83efc8/files/a6d3ee1b-3127-4311-9f09-c42522647dfc>)

⁶Comme témoigné par son opposition au vote de la Commission européenne pour l'instauration de droits de douane compensateurs sur les véhicules électriques en provenance de Chine. (source : <https://www.politico.eu/article/olaf-scholz-germany-vote-chinese-electric-vehicle-duties/>)

⁷Selon la Bundesbank, les investissements sortants étaient cinq fois supérieurs aux investissements entrants en 2023, contre deux fois supérieurs en 2021. (source : <https://publikationen.bundesbank.de/publikationen-de/berichte-studien/monatsberichte/monatsbericht-mai-2024-929802?article=konjunktur-in-deutschland-929814>)

⁸Zenglein M. J., Huotari M. (2025) „Caught in transition: Germany's dilemma over strategic recalibration with China”, MERICS with support from the Hinrich Foundation (précité)

⁹Baqae D. Hinz J. Moll B. Schularick M. Teti F.A. Wanner J. Yang S (2024) "What if? The Effects of a Hard Decoupling from China on the German Economy", Kiel Policy Brief n° 170 (source : <https://www.ifw-kiel.de/publications/what-if-the-effects-of-a-hard-decoupling-from-china-on-the-german-economy-32324/>)

¹⁰25^e Conseil des ministres franco-allemand à Toulon. | Élysée